

NON AUX EXPULSIONS

Lettre d'information sur le 113 cours de la Libération à Grenoble

Si vous recevez-ce mail, c'est que vous avez été averti de l'expulsion programmée par la préfecture et l'église Mormone de la maison du 113 cours de la Libération.

Les familles occupant cette maison avaient lancé un appel à soutien pour ce matin, souhaitant par ailleurs alerter les médias quant à la violence de cette intolérable expulsion en pleine trêve hivernale. Elles ont d'abord été alertées par la mise en place de panneaux d'interdiction de stationner posés par la Métro « pour cause de travaux » tout autour de la maison (depuis la ruelle qui borde la maison, au trottoir d'en face jusqu'à l'immeuble d'à côté). Ces panneaux étaient reliés entre eux par des bordereaux de la police municipale. Puis, hier soir, après 18h, la même police municipale était venue les alerter qu'ils seraient expulsés par les forces de la préfecture à 5h du matin ce jeudi 4 février.

Peu avant 6h du matin, de nombreuses personnes ont répondu à l'appel : hommes, femmes, jeunes, vieux, chômeuses, étudiantes, voisin-e-s, institutrices, parents d'élèves, féministes, collectifs politiques ou associations comme Roms action, l'École Ici et Maintenant, l'École de la paix, le CIIP, la patate chaude, le collectif Hébergement Logement, le DAL38 (droit au logement)...

Vers 10h, un journaliste nous a contacté pour nous avertir que la préfecture « déprogrammait » l'expulsion. Une délégation composée d'habitant-es et de soutiens s'est rendue au local des Mormons afin de discuter et d'obtenir un délai. Il n'y avait personne, mais cet échange se fera ultérieurement.

Les habitant-tes savent ce qu'elles veulent, et souhaitent dire haut et fort ce qu'elles subissent, depuis des mois, des années. Elles dénoncent la stigmatisation envers les Roms, les portes fermées, la violence, la maltraitance, les discriminations, les politiques publiques, qu'elles soient municipales, départementales, nationales qui les empêchent de stabiliser leurs situations, leurs hébergements, la scolarisation des enfants, toutes ces choses qui leur permettraient de trouver du travail et de construire une vie « comme tout le monde ».

L'expulsion peut être « reprogrammée » à tout moment. En effet la préfecture semble déterminée à voir ces familles expulsées. D'après les propriétaires, elle aurait insisté pour que cette expulsion se fasse au plus vite. Nous restons vigilant-e-s.

Les familles appellent tous le monde dimanche 7 février, à partir de 8h, à partager un petit déjeuner solidaire pour organiser la suite.

Apportez de quoi boire et manger, du chaud, du froid, ce que vous voulez... Des feuilles, du papier...

Il y aura moyen de partager ce qui se prépare avec ces familles concernant cette maison et les infos des associations et collectifs : leurs agendas politiques, les différentes réunions, permanences ayant trait aux questions d'hébergement, de logement, de privation des libertés, de discriminations, de racismes, de politiques migratoires locales, nationales, européennes...

Alors, RDV Dimanche, 8h, Au 113 cours de la libération, Grenoble

Politiquement, Radicalement et Solidairement !